

HISTOIRE
DES DROITES
EN FRANCE

*sous la direction de
Jean-François Sirinelli*

SENSIBILITÉS

nrf
essais

Centre National de la Recherche Scientifique

Le lecteur trouvera en fin de chacun des trois volumes de *l'Histoire des droites en France* un index recensant personnages, organisations et mouvements. Nous l'invitons à le consulter systématiquement, afin qu'il puisse saisir, par une lecture transversale, les mêmes réalités historiques selon des approches différentes — politique, cultures, sensibilités.

Les notes, regroupées en fin de volume, sont appelées dans le texte par des exposants ; les chiffres entre crochets dans le texte renvoient aux ouvrages référencés dans les bibliographies figurant à la suite de chaque chapitre.

Ont contribué à ce volume :

Pierre Barral, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Montpellier III.

Pierre Birnbaum, professeur de science politique à l'Université de Paris I.

Pierre Bouretz, assistant au département de science politique de l'Université de Paris I.

Philippe Boutry, directeur des études pour l'histoire moderne et contemporaine à l'École française de Rome.

Jean-Pierre Chaline, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris IV.

Jean-Marie Donegani, chargé de recherche au CEVIPOF (Fondation nationale des sciences politiques).

Jacques Dupâquier, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Jean Estèbe, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Toulouse II.

Antoinette Fauve-Chamoux, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales.

Pierre Guillaume, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

Yves Lequin, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lyon II.

Françoise Mayeur, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris IV.

Alain-René Michel, maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Université de Lille III.

Marc Michel, professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'Aix-Marseille I.

Harry W. Paul, professeur d'histoire des sciences, département d'histoire de l'Université de Floride.

Jacques Portes, professeur de civilisation des États-Unis à l'Université de Lille III.

Guy Rossi-Landi, ancien maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Anthony Rowley, maître de conférences d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris.

Odile Rudelle, CEVIPOF (Fondation nationale des sciences politiques).

Marc Sadoun, professeur de science politique à l'Institut d'études politiques de Paris.

Jean-François Sirinelli, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lille III.

Alain-Gérard Slama, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Pierre Vaisse, professeur d'histoire de l'art contemporain à l'Université de Paris X.

INTRODUCTION

Des sensibilités

Les individus tissent quotidiennement, par les liens qu'ils établissent d'eux-mêmes aux autres, la trame de la vie dans la Cité. Ils découpent à leur échelle l'espace public en des espaces plus restreints et davantage homogènes que sont, par exemple, les milieux sociaux, les réseaux professionnels, les sociabilités de loisir ou d'engagement associatif. Ces opérations d'organisation de la sphère reconnue comme propre à l'individu et distincte de celle, politique, dévolue à l'État et à l'administration résultent de l'exercice par chacun des droits fondamentaux qui lui sont garantis : liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté de posséder, liberté d'entreprendre, liberté de créer, liberté de circuler... Elles reflètent, dans les activités de tous les acteurs qui animent la vie de la Cité par leur travail, leurs pensées, leurs sentiments ou leurs choix d'existence, ce que nous avons proposé d'appeler les sensibilités¹. En effet, dans la gestion quotidienne des rapports sociaux les plus simples comme dans l'élaboration des produits de la pensée ou du goût les plus achevés et dans la place qui leur est socialement reconnue, se dévoilent des grandes manières partagées de vivre, de concevoir, de sentir, de s'exprimer... Ces manières induisent donc, selon les affinités de croyances, de religion, d'éducation, chez chacun, qu'il agisse comme citoyen ou comme individu social, l'expression de son suffrage ou les conduites de coexistence de soi avec les personnes et les groupes.

Il est historiographiquement le plus souvent convenu que le domaine social de l'individu — ce que, pour des raisons déjà exposées, nous avons appelé la Cité² — est hors de portée du

1. Voir l'introduction générale, « Des droites et du politique », *supra*, tome I, p. I à XLVI.

2. Voir l'introduction générale, *op. cit.*, p. XXXIX-XLI.

politique. Pourtant, l'étude des droites en France a révélé combien la limite entre l'univers politique institutionnel et celui de la Cité est marquée, dans son premier tracé par la Révolution de 1789 comme dans les débats qui n'ont depuis lors cessé sur la signification réactivée et la portée exacte de cet acte fondateur, du sceau de l'idéologie révolutionnaire et démocratique¹. L'approche en termes de cultures a, pour sa part, souligné combien les droites ne se sont pas contentées de s'organiser dans la seule sphère de la politique afin de conquérir et exercer le pouvoir d'État, mais qu'elles ont, au contraire, très souvent débordé, au même titre que les gauches, mais selon des modalités qui leur étaient spécifiques, sur la sphère des individus : soit qu'elles fussent en quête d'une légitimité affermie par un enracinement dans des domaines d'activités sociales, économiques, professionnelles ou culturelles, que devaient rendre possible une sociabilité de salon ou d'association et de ligue puis, à l'époque du parti de masse moderne, les organisations satellites destinées à regrouper les individus d'après leurs déterminations sociales et non plus politiques — femme, jeune, professionnel, ancien combattant... ; soit encore, qu'au lendemain d'une défaite politique majeure, elles aient espéré puiser les premières forces nécessaires à leur reconstitution dans un lien étroit avec tous ceux et toutes celles qui partageaient leurs valeurs, mais exprimaient celles-ci en dehors de la politique institutionnalisée.

Les sensibilités dévoilent donc la part obscure du politique, celle des formes héritées des générations devancières — croyances, valeurs, certitudes instinctives — que chacun fait siennes grâce à son milieu, à son éducation, à sa formation, sans pour autant avoir toujours la claire conscience de leur historicité ni de leur origine². Les sensibilités sont stratifiées par les dépôts d'une mémoire sociale perdue par presque tous et qui les fabrique en forgeant à chaque époque les réponses aux crises et aux défis du temps à partir d'éléments empruntés aux horizons idéologiques contemporains.

1. On sait combien le statut exact de la société est devenu essentiel, en philosophie politique, à la problématique de la nature de la démocratie. Pour mémoire, rappelons deux textes qui aidèrent fortement à la relance de cette réflexion : Claude Lefort, « Droits de l'homme et politique », *Libre*, 7, Paris, Payot, 1980 (repris dans *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981, p. 85-106) ; Marcel Gauchet, « Tocqueville, l'Amérique et nous », *Libre*, *op. cit.*, p. 42-120.

2. Cette appropriation individuelle diffère donc de la « socialisation politique » telle que les politologues la définissent. Lire la belle synthèse introductive d'Annick Percheron, « La socialisation politique. Défense et illustration », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de science politique*, t. III, *L'action politique*, Paris, PUF, 1985, p. 166-235.

On devine ainsi combien ces sensibilités peuvent être la source d'une vigueur pérenne de l'axe droites-gauches en des périodes où celui-ci donnerait aux observateurs l'impression d'un effacement dans le champ politique...

Aussi l'étude des sensibilités doit-elle conjuguer le calcul du poids des valeurs communes dans leur époque respective et l'analyse des différents apports qui sont à leur soubassement. Pour saisir les sensibilités, en effet, il convient de repérer d'abord, dans l'univers social, et à l'occasion de crises et de débats majeurs, les constructions systématisées de valeurs et de perceptions. Dans ces moments particuliers, très souvent, les croyances et les conceptions jusqu'alors portées par les individus sont prises formellement en charge par des élaborations argumentatives qui se différencient du discours des partis. Alors la parole revient aux essayistes, aux hommes de l'art, aux hommes de plume. Alors la parole individualisée d'un auteur exprime un dire où se reconnaissent en masse ses contemporains. Alors la littérature ou les analyses d'un grand témoin du temps apprendront plus à l'historien que les discours des partis, qui tardivement refléteront, en l'appauvrissant, cette parole sociale. Dans ces écrits et discours qui traversent et animent la Cité en ce qu'elle peut avoir de plus essentiel pour l'individu — la foi, l'univers familial, l'éducation, le sentiment d'appartenance au groupe ou à une forme supérieure de collectivité, le sentiment artistique... —, l'historien pourra, en effet, respirer l'air d'un temps social qui souffle à sa propre guise, hors du monde de la politique instituée. A l'historien apparaît dans ces brèches une formulation — souvent inédite, autre, modelée par l'espace social et à lui seul destinée, et non pas tamisée par les discours partisans convenus — des questions fondamentales à la vie de la Cité.

L'approche des sensibilités doit donc, répétons-le, savoir également restituer aux grands systèmes et récits explicatifs leur part propre au fondement des sensibilités, même si ces dernières jamais ne réfèrent aux horizons idéologiques où pourtant un jour elles ont trouvé une part de leur origine. L'étude des sensibilités s'inscrit donc dans le va-et-vient permanent entre l'expression la plus achevée que chacune d'entre elles put recevoir d'un auteur, d'un romancier, d'un critique ou d'un artiste au diapason des préoccupations de ses contemporains concernant la défense et l'illustration de l'univers social de l'individu, et la prise en charge déformante de ces mêmes préoccupations par les partis politiques, souvent sous la forme d'une rhétorique de propagande préalablement fixée, mais parfois aussi sous la forme consécutive d'une loi ou d'une création institutionnelle.

Les grandes sensibilités auxquelles nous nous sommes arrêtés structurent quatre domaines : la présence au monde ; l'organisation de la Cité ; les manières de vivre la Cité au quotidien ; le moule de l'individu.

La présence au monde est le domaine premier des sensibilités. Premier chronologiquement, dirons-nous, puisque c'est par rapport au legs essentiel de la Révolution française — à savoir, un univers social qui puise en lui-même son propre sens et ses principes régulateurs grâce au pouvoir organisateur des individus —, que les droites mirent longtemps à se déterminer, rejetant ou infléchissant la construction sociale et politique laissée par cette Révolution en héritage. Le point portait sur les attaches nécessaires à l'individu pour qu'il échappe à l'atomisation qui le guettait et puisse se rattacher à des autorités que les droites jugeaient plus naturelles que celle accordée par la Révolution à l'individu souverain : serait-ce la famille ? La terre ? La région ? La patrie ? Ces appartenances détermineraient-elles une supériorité particulière de l'organisation culturelle et sociale qui, par sa pente naturelle, devait étendre son aire aux terres colonisées et se déterminer — dans l'épreuve de l'étranger¹ — par rapport à d'autres nations, par rapport à d'autres pays ?

Une fois déterminée la place de l'individu dans le monde, place qui, selon les droites, donne sens à son existence, se pose la question de l'organisation de la Cité, de la détermination des valeurs qui seront au principe de l'univers social de l'individu : ces valeurs seront-elles religieuses, référant l'ordre social à une puissance extérieure à la Cité des hommes, ou bien, au contraire, démocratiques, renvoyant aux lumières supposées de chacun dans l'exercice de son pouvoir suffrageant ? La délégation de la souveraineté implique l'existence d'un corps constitué de représentants — les députés — et celle d'une administration efficace, en la personne du fonctionnaire. Or, ces deux figures n'ont jamais été sans susciter chez les individus de droite une réaction pour le moins ambivalente, traduisant l'ambiguïté d'une demande d'État que les droites voulaient compatible avec la défense et la protection de l'univers social. De ce point de vue, l'analyse de la place accordée par les droites, place qui se révèle loin d'être évidente, au marché et à l'économie est éclairante : s'y mêlent, dans une délicate conjugaison, valeurs référant au seul individu entrepreneur et créateur et

1. Pour reprendre, et lui donner un autre sens, le titre de l'ouvrage d'Antoine Berman, *L'épreuve de l'étranger. Culture et traduction dans l'Allemagne romantique*, Paris, Gallimard, 1984.

valeurs réclamant de l'État qu'il se fasse le gendarme de l'activité désordonnée et dérégulatrice des acteurs.

Reste à vivre selon ces valeurs et ces croyances la Cité ainsi aménagée, c'est-à-dire vivre le rapport social de soi aux autres sur des modes aussi différents que les haines et les préjugés à l'égard de groupes et de confessions minoritaires, que les hantises nourries à l'égard de classes jugées étrangères à la Cité par leur culture, leur statut, leur fonction, voire leur hygiène, que les expériences esthétiques partagées ou qu'une croyance commune dans les bienfaits — ou les méfaits — sociaux de la Science.

Toutes ces valeurs sont portées, propagées, reproduites par les individus. Il fallait donc tâcher de comprendre comment ce dernier les fait siennes. Les droites ont longtemps affiché la certitude que l'individu et le citoyen partageraient leurs horizons idéologiques grâce à trois expériences formatrices et fondamentales : la religion, qui donne le sens d'une continuité des temps humains et supra-humains ; l'éducation, qui doit transmettre les valeurs religieuses ou le sentiment d'appartenance à une tradition ; le patrimoine, enfin, dont la possession est dotée des vertus de la stabilité sociale. Ces trois grands moules de l'individu, posés comme tels par les idéologies de droite, devaient être aunés dans leurs influences respectives à notre époque. De cette conclusion du panorama des valeurs de droite, comme du parcours historique des formes que celles-ci revêtirent dans la perpétuation de la division fondamentale entre droites et gauches, dépendait la réponse à la question : qu'est-ce qu'être de droite ?

JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI, ÉRIC VIGNE

Nota Bene : Les textes en italiques assurant d'un chapitre à l'autre la continuité démonstrative du volume sont dus à Jean-François Sirinelli et Éric Vigne.

Première partie

LA PRÉSENCE AU MONDE

CHAPITRE I

La famille

Expérience première, pour l'individu, de la venue et de la présence au monde, la famille est le lieu d'apprentissage des contraintes et des libertés. Sur elle, les droites ont bâti tous les systèmes d'identité et d'appartenance : à l'espèce, au groupe, à la communauté politique. En cela, la famille ouvre à la présence au monde comme à l'organisation de la Cité.

Au sortir de la tourmente révolutionnaire accouchée d'un nouvel ordre établi, sinon politique, du moins social, la famille prend rang d'institution.

Assurément, Napoléon y a fortement contribué, fondant en partie la masse de granit impérial sur le Code civil. Mais, surtout, cherchant à formaliser leur vision du monde nouveau, les droites, contre-révolutionnaire ou libérale, bientôt diversifiées selon leur appartenance aux branches dynastiques (légitimistes, orléanistes, bonapartistes), puis idéologiques (droite révolutionnaire au tournant du siècle ou nationaliste organiciste de la Ligue d'Action française), érigeront la famille en contrepoids premier à l'État. Qu'elles fondent le politique sur l'association naturelle ou l'association contractuelle, qu'elles cherchent à borner la sphère de l'État par une société civile qui demeure à charpenter, qu'elles ambitionnent de reconstruire l'État à partir des sociabilités communautaires, qu'elles dénoncent l'individualisme démocratique ou veuillent simplement le tempérer, qu'elles prônent le retour à une liberté enserrée dans la hiérarchie des obligations dictées par la tradition ou qu'elles exigent le respect de la liberté moderne, toutes les droites placent la famille au fondement de leur réflexion.

La famille est, au long du XIX^e siècle, l'objet à droite d'une impressionnante construction idéologique, dont l'historien ne pourrait assurément trouver d'équivalent, à gauche, que dans celle dont le peuple fait l'objet.

Qu'on en juge. Chez les idéologues refusant la philosophie contractualiste de la Révolution française, on mobilise l'histoire pour fonder la famille comme la seule institution matérielle et première, assurant, selon Joseph de Maistre et

Louis de Bonald, l'antériorité et la primauté du social sur l'individu. Toute sa vie durant, Numa-Denis Fustel de Coulanges n'aura de cesse de prouver, dans ses travaux d'historien et particulièrement dans La cité antique (première édition 1864, septième édition revue et augmentée en 1879), que la famille est une association de nature qui est d'abord une association religieuse : la famille est née de cette dette essentielle des vivants à l'égard des morts auxquels elle rend un culte. En cela, elle n'établit pas seulement le lien à la terre qui s'élargira à l'amour de la patrie, elle fonde, contre la métaphysique rousseauiste de l'appropriation contre-nature, la propriété dans la religion même : chaque famille avait son foyer et ses ancêtres à honorer dans un enclos délimitant l'habitat du dieu. C'est dire que la propriété est ici un droit naturel, primordial et absolu, lié à la famille et à sa construction primitive [36]. L'œuvre de Fustel de Coulanges sera largement utilisée par la droite nationaliste et organiciste, afin d'ériger — avec l'apport des travaux de Frédéric Le Play, opposant ce qui aurait été, à ses yeux, la continuité et l'universalité historique de la famille-souche à l'artificialité de la famille nucléaire sur laquelle la philosophie des Lumières fondait le pacte social — la hiérarchie pyramidale des autorités naturelles qui conduit, chez un Charles Maurras par exemple, de la famille à la monarchie corporative.

Que l'on se tourne vers la droite libérale, et la famille demeure une institution stratégique afin d'exiger de l'État qu'il respecte la liberté politique moderne, telle que Benjamin Constant, dans sa célèbre conférence à l'Athénée Royal de Paris, prononcée en février 1819, l'opposa à la liberté des Anciens où « l'individu, souverain presque habituellement dans les affaires publiques, est l'esclave dans tous ses rapports privés ». C'est à la famille que revient l'éducation des individus modernes, le gouvernement se bornant à l'instruction, puisque l'autorité publique doit respecter les droits des individus et que « dans ces droits, sont compris ceux des pères sur leurs enfants » : « Nous voulons jouir chacun de nos droits, développer chacun nos facultés comme bon nous semble, sans nuire à autrui ; veiller sur le développement de ces facultés dans les enfants que la nature confie à notre affection, et n'ayant besoin de l'autorité que pour tenir d'elle les moyens généraux d'instruction qu'elle peut rassembler, comme les voyageurs acceptent d'elle les grands chemins sans être dirigés par elle dans la route qu'ils veulent suivre » [34, p. 284].

Mais, dans les rangs libéraux, c'est Alexis de Tocqueville qui a le plus vivement éclairé combien, face à la révolution de l'état social qu'est la démocratie fondée sur le sentiment, devenu volonté, d'égalité, la famille a pris rang d'institution où se joue l'essentiel du devenir politique des pays. La famille est bouleversée, en effet, par l'individualisme démocratique qui se développe en proportion de l'égalisation des conditions. Tocqueville pose comme diagnostic le rétrécissement existentiel et l'appauvrissement culturel de la famille démocratique comparée à la famille aristocratique : « Chez les peuples

aristocratiques, les familles restent pendant des siècles dans le même état, et souvent dans le même lieu. Cela rend, pour ainsi dire, toutes les générations contemporaines. Un homme connaît presque toujours ses aïeux et les respecte ; il croit déjà apercevoir ses arrière-petits-fils, et il les aime. Il se fait volontiers des devoirs envers les uns et les autres, et il lui arrive fréquemment de sacrifier ses jouissances personnelles à ces êtres qui ne sont plus ou qui ne sont pas encore.

« Les institutions aristocratiques ont, de plus, pour effet de lier étroitement chaque homme à plusieurs de ses concitoyens [...]. Les hommes qui vivent dans les siècles aristocratiques sont donc presque toujours liés d'une manière étroite à quelque chose qui est placé en dehors d'eux, et ils sont souvent disposés à s'oublier eux-mêmes. Il est vrai que, dans ces mêmes siècles, la notion générale du semblable est obscure, et qu'on ne songe guère à s'y dévouer pour la cause de l'humanité ; mais on se sacrifie souvent à certains hommes.

« Dans les siècles démocratiques, au contraire, où les devoirs de chaque individu envers l'espèce sont bien plus clairs, le dévouement envers un homme devient plus rare : le lien des affections humaines s'étend et se desserre.

« Chez les peuples démocratiques, de nouvelles familles sortent sans cesse du néant, d'autres y retombent sans cesse, et toutes celles qui demeurent changent de face ; la trame des temps se rompt à tout moment, et le vestige des générations s'efface. On oublie aisément ceux qui vous ont précédé, et l'on n'a aucune idée de ceux qui vous suivront. Les plus proches seuls intéressent [...] Ainsi, non seulement la démocratie fait oublier à chaque homme ses aïeux, mais elle lui cache ses descendants et le sépare de ses contemporains ; elle le ramène sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur » [35, p. 613-614].

L'ère nouvelle de la démocratie est, aux yeux des droites, l'âge de tous les dangers pour la famille.

Soit la famille est emportée par les progrès de l'idéologie égalitaire et elle n'est plus qu'une monade vidée de toutes fonctions autres que d'être la niche où se replie l'individu atomisé (« Je vois », écrit encore Alexis de Tocqueville, « une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie ») ; auquel cas elle cesse bientôt d'être le lieu nécessaire à la fortification des êtres par la transmission de l'héritage formateur des croyances, des savoirs et des sentiments communs accumulés par la chaîne des générations et elle livre, pour finir, chacun de ses membres au despotisme immense et tutélaire de l'État (« Après avoir pris ainsi tour à tour

HISTOIRE DES DROITES EN FRANCE

sous la direction de Jean-François Sirinelli

TOME 3 : SENSIBILITÉS

À travers les mille manières qu'ont les individus d'inventer un quotidien viable dans la Cité, à travers la gestion des rapports sociaux les plus immédiats et les plus simples comme à travers l'élaboration des produits de la pensée et du goût les plus accomplis se révèlent les sensibilités, ces grandes manières partagées de vivre, de concevoir, de sentir, de s'exprimer...

Formes héritées des générations devancières que chacun fait siennes grâce à son milieu, à son éducation, à sa formation, les sensibilités sont stratifiées par les dépôts d'une mémoire sociale, perdue par presque tous, et qui fabrique ces croyances, ces valeurs, ces certitudes instinctives en puisant aux horizons idéologiques contemporains les réponses aux crises et aux défis de chaque époque. Par là, les sensibilités sont la source d'une vigueur pérenne de l'axe droites-gauches en des périodes où celui-ci semble s'effacer du champ politique.

Les sensibilités de droite structurent essentiellement quatre domaines : la présence au monde (ou les modalités d'inscription de l'individu dans l'espace social); l'organisation de la Cité (ou la détermination des valeurs qui sont au principe de l'univers de l'individu); la vie dans la Cité (ou le rapport de soi aux autres) ; le moule de l'individu (ou ce qui ancrerait le citoyen à droite).

De l'étude des sensibilités, telles que reflétées également par la littérature comme par l'image de l'adversaire dans la mythologie des gauches, se dégage pour finir la réponse à la question : qu'est-ce qu'être de droite ?

AVEC LA COLLABORATION DE :

PIERRE BARRAL, PIERRE BIRNBAUM, PIERRE BOURETZ, PHILIPPE BOUTRY, JEAN-PIERRE CHALINE, JEAN-MARIE DONEGANI, JACQUES DUPÂQUIER, JEAN ESTÈBE, ANTOINETTE FAUVE-CHAMOUX, PIERRE GUILLAUME, YVES LEQUIN, FRANÇOISE MAYEUR, ALAIN-RENÉ MICHEL, MARC MICHEL, HARRY W. PAUL, JACQUES PORTES, GUY ROSSI-LANDI, ANTHONY ROWLEY, ODILE RUDELLE, MARC SADOUN, JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI, ALAIN-GÉRARD SLAMA, PIERRE VAISSE.



Extrait de la publication



92-XI A 72748 ISBN 2-07-072748-3

270FFtc